

Il faut des mots d'ordre politique aux mobilisations :

A bas la politique patronale de Macron !

Il faut s'organiser pour le vaincre et le chasser !

Manifestation à l'Assemblée nationale contre le budget !

LES GILETS JAUNES POUR LA DEMISSION DE MACRON

Dans les rassemblements des gilets jaunes samedi 17 novembre, certains ont écrit sur leurs banderoles ou scandé : « *Macron démission* ». Cette mobilisation spontanée contre la hausse du prix du carburant démontre une réelle perte de pouvoir d'achat. Elle s'inscrit contre la hausse de la CSG qui diminue les retraites, mais aussi pour la défense des services publics, contre la suppression de l'ISF, contre la mise ne place de la Flat-tax et globalement contre le transfert de la fiscalité des entreprises au détriment des ménages. Le prélèvement à la source prépare la fusion de l'impôt sur le revenu avec la CSG, ce qui portera une nouvelle atteinte au financement de la Sécu, en plus de liquider des postes aux Finances publiques. Et c'est l'Etat et de surcroît celui qui est à sa tête, Macron qui est pointé du doigt comme favorisant les riches au détriment des classes populaires, « *des jeunes dans la galère, des vieux dans la misère* ».

Cette mobilisation spontanée dénonce la politique de Macron pour les riches, pour les puissants contre une politique qui saigne les classes populaires, les travailleurs, les précaires et les privés d'emplois. Elle bouscule les agendas syndicaux cantonnés au dialogue social, aux journées isolées, secteur par secteur. Elle bouscule également les agendas politiques rivés sur les élections européennes et municipales. Après le 17 novembre, des appels à bloquer les raffineries, les ports et même Paris se dessinent. Nombre de gilets jaunes entendent ainsi continuer les combats sciemment liquidés par les directions syndicales, contre la loi Travail, contre la casse du statut de la SNCF.

LES MARSEILLAIS POUR LA DEMISSION DE GAUDIN

Le collectif du 5 novembre constitué à Marseille après l'effondrement de deux immeubles rue d'Aubagne a organisé une marche de la colère le 10 novembre qui a réuni 8 000 manifestants. Après le recueillement, la colère : les manifestants scandaient « *Gaudin démission* ». Ce collectif manifeste contre les logements insalubres, contre les marchands de sommeil, contre la mairie et l'Etat qui ne font rien contre l'insalubrité des logements. Au-delà, la mobilisation des habitants du quartier de Noailles agit pour le droit au logement, contre les expulsions, pour les relogements, contre la gentrification du centre de Marseille.

Dans ces deux situations, la question du pouvoir est directement posée : « *Macron démission* », « *Gaudin démission* ». Ces mobilisations articulent les revendications de défense des classes populaires, des classes laborieuses avec la question du pouvoir, en posant directement la responsabilité de ceux qui sont au pouvoir. Le raisonnement est très simple : ceux qui sont responsables de la hausse des taxes, de la misère et de l'effondrement des immeubles insalubres doivent quitter le pouvoir. Ces mobilisations sont donc hautement politiques. Elles le

sont alors même que les organisations traditionnelles, partis et syndicats ne portent pas de revendications politiques. C'est bien pour cela que les travailleurs tentent de s'organiser indépendamment, spontanément via les réseaux sociaux, dans les quartiers mais au risque comme pour les gilets jaunes de se faire manipuler et récupérer par les patrons et l'extrême-droite, par les partis bourgeois.

Les travailleurs n'ont pas les mêmes intérêts que les patrons. La défense du salaire, direct et indirect, des avantages acquis, du pouvoir d'achat, des minimas sociaux est confrontée à la politique patronale de Macron d'exonération à grand trait de cotisations sociales, d'affaiblissement du Code du Travail, de casse des statuts. Macron tient ses promesses de campagne : précarité pour tous, ruissellement pour les grands patrons et ses amis capitalistes !

FRONT UNIQUE CONTRE MACRON

Que font les directions syndicales ? Engagent-elles le combat contre le gouvernement ? Veulent-elles le renverser ? Les partis de gauche, La France Insoumise, Générations de Hamon, le PCF et compagnie veulent-ils combattre le gouvernement Macron dans la rue ou bien seulement dans les urnes ? Ne pas prendre la tête de l'opposition à Macron c'est laisser ces mouvements aux organisations bourgeoises réactionnaires dirigées par les Wauquiez, Le Pen et Dupont-Aignan, qui tentent d'utiliser les travailleurs pour faire pression sur Macron, pour encore plus de cadeaux aux patrons. Pire, au nom d'un nationalisme, chauvinisme, ils divisent la classe ouvrière entre travailleurs d'origine française et les autres. L'incurie des organisations laisse la porte ouverte à la désorganisation et au rejet des organisations, des syndicats, outils pourtant indispensables pour se défendre, pour combattre le patronat et son Etat.

Face à un Etat organisé, répressif il faut être organisés. Mais pour que les mobilisations s'ordonnent sur la défense des revendications ouvrières, comme l'augmentation des salaires, il faut utiliser les structures existantes et contraindre leurs directions à être au service des travailleurs ou à dégager ! L'organisation du mouvement spontané en comités de lutte, en collectifs avec des porte-paroles élus par des assemblées générales est essentielle pour la suite de la mobilisation.

Cela implique la définition d'une plate-forme revendicative qui doit inclure à minima :

- **L'augmentation générale des salaires avec un SMIC à 1800 € pour 35h hebdomadaires**
- **L'abrogation des ordonnances travail**
- **Pas touche au statut des fonctionnaires, l'abandon du projet CAP 2022**
- **Pas touche au salaire différé, pas touche à la Sécu : à bas le projet de réforme des retraites !**
-

La saignée orchestrée par le gouvernement est concentrée dans les Projets de Lois de Finances de l'Etat et de la Sécurité Sociale. C'est le vote du budget par les députés qui permet d'appliquer les taxes, de supprimer les fonctionnaires, d'augmenter la CSG, d'exonérer les patrons de cotisations sociales, organisant ainsi la pénurie dans les hôpitaux. Le budget concentre toute la politique du gouvernement, c'est pourquoi il doit être combattu.

A bas le budget ! Manifestation à l'Assemblée nationale pour interdire à la majorité LREM le vote du budget.

Front unique contre Macron, pour le vaincre et le chasser du pouvoir sans attendre les prochaines élections.

Au-delà, c'est le combat classe contre classe, des prolos contre les bourgeois, les nantis qui doit être réaffirmé. Pour mettre en cause le système capitaliste responsable de l'exploitation, il faut œuvrer à la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire.